

RAPPORT ANNUEL DU REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Ci-après j'ai l'honneur de soumettre au Conseil supérieur des Ecoles européennes mon premier rapport annuel. Comme je n'ai pris mes fonctions qu'au 1er janvier 1986, l'exercice de mon mandat ne s'est étendu en fait que sur quelques mois. Le présent rapport couvre cependant la totalité de l'année scolaire 1984-1985, y compris la période précédant mon entrée en fonction.

Je voudrais une nouvelle fois remercier le Conseil supérieur pour la confiance qu'il m'a témoignée en me désignant comme son Représentant. Je m'efforce de remplir ce mandat dans le même esprit que mes prédécesseurs et de contribuer au développement harmonieux des Ecoles européennes et au renforcement du succès qu'elles ne cessent de connaître depuis leur création.

Je tiens à rendre hommage aux quatre Représentants du Conseil supérieur qui se sont succédés depuis plus de trente ans, et en particulier à mon prédécesseur immédiat, Monsieur Michel SCHMIT. Pendant sept ans il s'est acquitté de ses fonctions avec compétence et a apporté au fonctionnement des Ecoles européennes une contribution personnelle importante. Le développement de ces écoles résultant de l'élargissement des Communautés européennes à deux nouveaux Etats-membres signifie pour elles un élargissement de l'éventail des cultures qui ne pourra que contribuer à l'épanouissement des élèves.

*

*

*

Au 1er janvier 1986, les effectifs scolaires s'élèvent à 12.706 élèves, ce qui constitue une augmentation de 366 élèves par rapport au 1er janvier 1985. L'Ecole de Bruxelles I a absorbé à elle seule 136 élèves sur les 366, Bruxelles II a vu son effectif croître de 118 élèves tandis que Mol, Varese et Bergen ont pu constater une légère baisse des effectifs.

Il faut remarquer que dans certaines écoles, le nombre d'élèves de droit diminue d'année en année. C'est notamment le cas à l'Ecole européenne de Karlsruhe où il n'atteint plus que 15 % des effectifs (158 élèves de droit sur 1.051 élèves au total). En 1984 le pourcentage était de 16 % et en 1983 il était de 18 %.

Le tableau suivant donne le pourcentage d'enfants de droit par rapport à l'ensemble de la population scolaire pour toutes les écoles :

Ecole	% enfants de droit
Luxembourg	78,4 %
Bruxelles I	59,8 %
Bruxelles II	84 %
Mol	30,5 %
Varese	53,5 %
Karlsruhe	15 %
Bergen	30,6 %
Munich	67,6 %
Culham	39,9 %

Répartition des élèves par cycle d'études au 1er janvier 1986

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>TOTAL</u>
Luxembourg	328	985	1.291	2.604
Bruxelles I	193	965	1.667	2.825
Bruxelles II	126	848	1.148	2.122
Mol	70	263	446	779
Varese	116	401	784	1.301
Karlsruhe	78	448	521	1.047
Bergen	87	217	353	657
Munich	44	254	362	660
Culham	71	261	379	711
TOTAL	1.113	4.642	6.951	12.706

Corps enseignant au 1er janvier 1986

Luxembourg	152
Bruxelles I	177
Bruxelles II	128
Mol	67
Varese	105
Karlsruhe	75
Bergen	57
Munich	51
Culham	67
	<hr/>
	879

I. ELARGISSEMENT DES ECOLES EUROPEENNES

L'Ecole européenne de Luxembourg n'a pas vu se développer le nombre de sections linguistiques comme prévu. En effet, il n'y a eu dans cette école aucune inscription d'élèves portugais ni espagnols. A Bruxelles I en revanche la section espagnole a été ouverte avec 11 élèves à la rentrée de septembre, dont 4 au maternel, 3 au primaire et 4 au secondaire. Au 1er janvier 1986, la section maternelle comptait 7 élèves espagnols, la section primaire en comptait 8 et la section secondaire 8 également. A Bruxelles II le nombre d'élèves portugais était de 10 au primaire et de 7 au secondaire à la rentrée de septembre 1985. Au 1er janvier 1986, l'école comptait 13 élèves portugais au primaire et 7 au secondaire.

Dans ces trois écoles, les prévisions d'effectifs pour ces deux sections pour la rentrée de 1986 sont les suivantes :

	<u>Espagnols</u>	<u>Portugais</u>
<u>Luxembourg</u>	15 au maternel 30 au primaire 20 au secondaire	10 au maternel 18 au primaire 10 au secondaire
<u>Bruxelles I</u>	20 au maternel 75 au primaire 75 au secondaire	---
<u>Bruxelles II</u>	---	15 au maternel 75 au primaire 65 au secondaire

J'ai été heureux de constater que les gouvernements espagnol et portugais ont désigné des Inspecteurs pour le cycle primaire et pour le cycle secondaire. Ceux-ci ont siégé en qualité d'observateurs aux Comités pédagogiques du mois d'octobre et dans les diverses commissions qui se sont réunies au cours du 1er trimestre de l'année scolaire 1985-1986. Depuis le 1er janvier 1986, ils siègent comme membres à part entière dans les diverses commissions où se discutent les questions pédagogiques.

II. ACTIONS DU CONSEIL SUPERIEUR ET DE SES COMITES

1) Domaine pédagogique

Au cours de l'année 1985 le Conseil supérieur a pris un certain nombre de décisions sur proposition des Comités pédagogiques. Elles sont rappelées ci-après :

a) Modification du Règlement d'application pour le Règlement du Baccalauréat européen

Cette disposition est destinée à combler une lacune constatée dans le texte approuvé au moment de l'élaboration du Règlement d'application. Elle concerne la manière dont il convient de calculer la moyenne d'une épreuve écrite lorsque les notes données par les deux correcteurs prévus montre un écart trop grand.

Le Conseil supérieur a approuvé le principe d'une triple correction, la troisième étant donnée par l'inspecteur responsable de la matière.

L'expérience du Baccalauréat 1985 a montré que cette disposition ne donnait pas encore entièrement satisfaction. C'est pourquoi, tout en maintenant le principe d'une troisième correction, le Conseil d'inspection propose au Conseil supérieur d'avril 1986 un amendement à cette disposition, destiné à améliorer le système et à rendre le jugement du travail écrit plus équitable.

b) Critères de passage de 5ème en 6ème année secondaire

Le Conseil supérieur a approuvé les propositions du Comité pédagogique pour fixer de nouveaux critères pour le passage de 5ème en 6ème année secondaire. Ces critères tiennent compte de la réforme intervenue dans ces classes en donnant une importance plus grande aux matières choisies par les élèves au titre d'option et en prévoyant

une procédure de délibération destinée à traiter avec équité les élèves de toutes les sections linguistiques.

c) Division de l'année scolaire en deux semestres

Le Conseil supérieur a prolongé pour l'année scolaire 1985-1986 l'expérience de la répartition de l'année scolaire en deux semestres. En effet, le Comité pédagogique a estimé qu'il convenait d'attendre que l'expérience se soit déroulée durant une année scolaire entière avant qu'une décision ne soit prise. Le Conseil supérieur est appelé au cours de la réunion d'avril 1986 à examiner une nouvelle proposition du Comité pédagogique.

d) Formation continuée des enseignants du primaire

Le Conseil supérieur a autorisé pour les années 1986, 1987 et 1988 une augmentation annuelle des dépenses pour la formation continuée des enseignants du primaire, à condition que le montant prévu pour l'ensemble des Ecoles européennes puisse être dégagé par virements de crédits.

e) Cycle terminal court pour la section néerlandaise à l'Ecole européenne de Luxembourg

Le Conseil supérieur a décidé de permettre l'organisation d'une 4ème et 5ème année du type "cycle court" à l'Ecole européenne de Luxembourg sur la base de la structure qui avait été approuvée pour la section danoise à l'Ecole européenne de Bruxelles I en mai 1984. Cette structure tient compte de la réforme intervenue pour les autres classes du cycle secondaire.

Il convient de noter que les deux décisions prises par le Conseil supérieur, à savoir celle de 1984 instituant le cycle court de la section danoise à Bruxelles I et celle de 1985 instituant le cycle court en section néerlandaise à Luxembourg n'ont pas été suivies d'effet, faute d'élèves intéressés.

f) Enseignement de l'espagnol et du portugais à l'Ecole européenne

Dans le cadre des discussions qui ont eu lieu au sein des Comités pédagogiques et qui n'ont pas encore donné lieu à une décision du Conseil supérieur, il convient de mentionner la question du niveau

de l'enseignement des langues espagnole et portugaise dans les Ecoles européennes. En effet :

- faut-il élargir le nombre de langues véhiculaires à l'une ou aux deux langues nouvelles. Celles-ci deviendraient alors Langues II et seraient enseignées dès la première année primaire ?
ou
- faut-il limiter l'enseignement de ces langues au niveau Langues III à partir de la 2ème secondaire et Langues IV à partir de la 4ème secondaire ?

La question a été débattue au niveau des écoles, mais également au sein des associations de parents d'élèves et de l'association des anciens élèves.

La commission des langues a examiné les positions exprimées par ces différents groupes. Suite à ces discussions, les Comités pédagogiques en sont arrivés à la conclusion qu'il ne convient pas pour le moment de modifier la structure actuelle en ce qui concerne les langues véhiculaires, mais qu'il faut offrir partout où cela sera possible l'espagnol et le portugais en tant que Langue III et Langue IV.

A la demande de la délégation espagnole aux Comités pédagogiques, la discussion sera reprise dans le courant de la prochaine année scolaire.

g) Programmes d'étude

Le Conseil supérieur a approuvé le programme d'anglais langue II du cycle d'observation à l'école secondaire.

A ce point de mon rapport, je tiens à souligner l'ampleur des tâches accomplies par les Inspecteurs qui consacrent une partie importante de leur temps pour le bien des Ecoles européennes. Je les en remercie.

2) Domaine administratif et financier

a) Comptabilisation des opérations entre Ecoles européennes

Le Conseil supérieur a arrêté une nouvelle procédure pour les opérations comptables entre les Ecoles européennes.

b) Règlement financier

Le Conseil supérieur a décidé de modifier le Règlement financier des Ecoles européennes et soumettra à son approbation un avant-projet de nouveau Règlement dès le mois d'avril 1986.

c) Budget des Ecoles européennes pour l'exercice 1986

Le Conseil supérieur a apporté aux projets de budgets supplémentaires pour 1985 et aux projets de budgets pour 1986 un certain nombre de modifications et d'amendements qui font l'objet de l'Annexe au compte rendu de la réunion du Conseil supérieur des 18 et 19 avril 1985 (document 85-D-65).

d) Examen du rapport de la Cour des Comptes relatif à l'exercice 1983

Le Conseil supérieur a examiné avec beaucoup de soin le rapport de la Cour des Comptes sur l'exercice 1983. Il a conclu de ce rapport qu'une étude devait être entreprise dans un certain nombre de domaines pour améliorer le fonctionnement actuel de la gestion des Ecoles. Il s'agit notamment des questions liées :

- aux accords de financement avec les organismes qui demandent l'admission dans les Ecoles européennes d'enfants de leurs fonctionnaires
- aux anomalies constatées à l'Ecole européenne de Bergen pour l'exercice 1979
- à la complexité du système de rémunération du personnel enseignant des Ecoles européennes et à l'absence d'harmonisation du statut.

III. ETUDES MENEES A L'INITIATIVE DU CONSEIL SUPERIEUR

Le Conseil supérieur a chargé les Comités préparatoires de mandats d'études qui résultent :

- soit des priorités relevées par le groupe de travail chargé d'étudier la Résolution du Parlement européen au sujet des Ecoles européennes,
- soit de demandes précises formulées au Conseil supérieur.

Les mandats d'études actuellement en cours, dont la plupart font d'ailleurs l'objet d'un rapport au Conseil supérieur à l'occasion de la présente session concernent :

- La mission des Inspecteurs dont l'étude a été reportée jusqu'à la présentation d'un rapport établi par les Inspecteurs.
- L'extension de la notion d'enfants de droit.
- La réorganisation du Secrétariat du Conseil supérieur.
- L'organisation des structures à l'intérieur des Ecoles européennes.
- Les priorités concernant le matériel didactique.
- L'organisation de l'encadrement et de la guidance dans les Ecoles européennes.
- L'introduction de l'informatique à l'école primaire.
- Le fonctionnement des sections maternelles.
- La rémunération des experts convoqués auprès des Ecoles européennes.
- L'infrastructure des Ecoles européennes à Bruxelles.
- L'harmonisation du type de présentation des budgets.

IV. LES BATIMENTS DES ECOLES EUROPEENNES

1. Ecole européenne de Luxembourg

J'ai été heureux d'apprendre que les bâtiments du boulevard de la Foire à Luxembourg sont à nouveau à la disposition de l'Ecole européenne. Le Conseil supérieur a décidé en novembre 1985 de demander à Mademoiselle KEANE, Adjoint de la section primaire, de prendre ses fonctions au 1er avril 1986 de manière à ce que les deux parties du primaire, l'école-mère et l'annexe puissent disposer d'un encadrement. Les parents ont exprimé des préoccupations en ce qui concerne la sécurité pour les enfants qui fréquentent l'annexe du boulevard de la Foire, mais des assurances ont été données par la délégation luxembourgeoise dans le sens souhaité par les parents.

2. Ecole européenne de Bruxelles I

Le gouvernement belge construit actuellement les bâtiments supplémentaires dont l'Ecole a besoin. Ceux-ci serviront non seulement à l'accueil de la section espagnole, mais permettront également une meilleure application des dispositions prévues par la Réforme pour l'organisation de cours ^à option au secondaire.

3. Ecole européenne de Bruxelles II

Les locaux de l'Ecole européenne de Bruxelles II ont permis, dans la structure actuelle, d'accueillir la section portugaise à la rentrée de septembre 1985. Cependant dans son état actuel l'Ecole ne peut plus envisager l'accueil de classes nouvelles. Le développement futur de la section portugaise nécessite la construction de locaux supplémentaires à Woluwé. Après de longues discussions au sein du Conseil d'administration de cette Ecole, en présence des autorités nationales belges, une solution a été trouvée pour la construction de classes sur le site même de l'Ecole pour faire face aux difficultés rencontrées. Cette solution qui consiste à établir des locaux provisoires sur un terrain utilisé actuellement pour le sport d'équipe suscite un certain nombre de critiques mais a recueilli l'approbation du Conseil d'administration à l'unanimité.

Je voudrais remercier le gouvernement belge pour les réalisations qui sont en cours à l'Ecole européenne de Bruxelles I mais aussi pour la patience et la compréhension manifestées par ses représentants au cours des négociations parfois tendues qui ont conduit à la solution retenue pour Bruxelles II.

Je voudrais aussi souligner dans ce rapport le caractère provisoire de la décision de construire des locaux sur le terrain de basket-ball. En effet, dans le cadre des décisions déjà prises au niveau national belge, un terrain de sport sera aménagé prochainement sur le territoire de la commune limitrophe à l'Ecole, ce qui donnera à l'Ecole pour les sports d'équipe un espace plus grand encore que celui qui va être utilisé pour la construction de locaux provisoires.

Enfin, je voudrais signaler que, compte tenu du développement de la population scolaire susceptible de demander l'entrée dans les Ecoles européennes de Bruxelles, il devient important et urgent de poursuivre activement les négociations nécessaires en vue de l'établissement d'une troisième Ecole européenne sur le territoire de Bruxelles.

4. Ecole européenne de Varese

Le gouvernement italien a décidé de décupler le montant de la contribution qu'il verse pour l'entretien des bâtiments à Varese. Celle-ci s'élèvera ainsi à 50 millions de lires par an.

Je voudrais souligner dans ce rapport qu'une visite récente que j'ai effectuée à Varese m'a permis de constater que la remise en état de cette Ecole nécessite d'importants moyens financiers. Certaines améliorations relèvent d'un problème de sécurité pour les élèves.

Je suis persuadé que le gouvernement italien fera tout ce qui est nécessaire pour que ces travaux soient entrepris rapidement et je tiens à le remercier de l'effort qu'il a fait en multipliant par dix le montant de sa contribution annuelle.

5. Ecole européenne de Bergen

A l'Ecole de Bergen, des travaux s'imposent pour la construction de locaux nouveaux destinés à accueillir les enfants de la section maternelle.

Des démarches ont été faites dans ce sens auprès du gouvernement néerlandais. Compte tenu des expériences du passé, je suis persuadé que les autorités néerlandaises feront rapidement face à leurs engagements.

* * *

En conclusion de ce rapport, je voudrais adresser mes remerciements aux Présidents et à tous les membres des Commissions et des groupes de travail qui ont contribué à la réalisation des décisions mentionnées dans ce rapport et qui travailleront encore dans le cadre des mandats qui leur seront donnés pour oeuvrer dans le sens d'une amélioration du fonctionnement des Ecoles européennes.

* * *

*